

## > INTERRUPTIONS DE GROSSESSE

### Fermeture du CIVG de l'Hôtel-Dieu : création d'un collectif de défense

Fort de 2 400 signatures à ce jour, le collectif de défense de l'IVG (interruption volontaire de grossesse) à Lyon, qui s'est créé il y a à peine une semaine, a exprimé au cours d'une conférence de presse ses inquiétudes devant la fermeture définitive fin 2010 du Centre d'interruption volontaire de grossesse à l'Hôtel-Dieu. Ce collectif réunit le planning familial 69, des syndicats et de nombreuses associations. Les 2 000 IVG annuelles devraient être réparties sur les

trois sites, Lyon sud, Croix-Rousse et Hôpital Femme Mère Enfant à Bron. « Nous réclamons qu'il n'y ait qu'un seul centre à l'Hôpital Edouard-Herriot. C'est le lieu est plus accessible, les démarches dans un même lieu seront facilitées, et une meilleure prise en charge des femmes en situation de détresse pourra être assurée », ont expliqué les signataires, qui multiplieront les démarches dans ce sens.

Gisèle Lombard

## > AGRICULTURE

### Baisse du prix du lait : les producteurs du Rhône à la rencontre du préfet



Les producteurs sont en plein désarroi / DR

Aujourd'hui, les producteurs de lait se mobilisent. A Lyon, une délégation composée de représentants de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) et des Jeunes agriculteurs du Rhône, rencontrera, ce matin, le préfet pour lui faire part de ses inquiétudes. En cause, la paye du mois d'avril dernier, d'un montant de 30 % inférieur à leur paye d'avril 2008. « Pour un producteur rhodanien, qui fournit environ 180 000 litres de lait par an, cette baisse équivaut à un manque à gagner de 1 350 euros par mois », expli-

que Elise Michallet, présidente des Jeunes agriculteurs du Rhône. « On n'arrive pas à expliquer cette chute. D'autant plus que les prix des produits laitiers en grande surface ont eux, augmenté. Les entreprises laitières doivent s'engager sur un prix moyen pour 2009, soit un tarif de 305 euros les 1 000 litres. Les exploitations laitières doivent quant à elles bénéficier de soutiens financiers par le biais d'une prise en charge de leurs intérêts d'emprunts. Il faut aussi une négociation réunissant tous les acteurs de la filière », ajoute Elise Michallet.

# Ils défendent « l'avenir » des contrôleurs à la SNCF

Sud-Rail a distribué des tracts hier devant la gare de la Part-Dieu. Une nouvelle action contre la « remise en cause de la présence systématique des contrôleurs » à bord des trains régionaux

Même s'ils n'ont que quelques minutes pour prendre leur train, les voyageurs s'arrêtent pour jeter un coup d'œil sur les tracts distribués à l'entrée de la gare de La Part-Dieu. Et la plupart signent l'appel sans hésiter, voire avec application, comme Marie-Claire, une retraitée originaire de Touraine. « Les contrôleurs, c'est sécurisant, explique-t-elle devant les militants de Sud-Rail. Y'en a marre de voir que des machines partout.

« Pas de projet de suppression », selon la direction de la SNCF

Dans les trains, c'est pas les vidéos qui vont me répondre si j'ai un problème ». Le syndicat de cheminots a mené hier après-midi à Lyon une nouvelle opération contre « l'accompagnement non systématique » des usagers, quelques jours après avoir remis une pétition au président (PS) de la région Rhône-Alpes, Jean-Jack Queyranne. « Il faut de vraies garanties, insistent Sébastien Gillet et Stéphane Boulade, délégués de Sud-Rail. Nous demandons un avenant à la convention entre la région et la SNCF pour maintenir le système actuel de contrôle ». Le syndicat craint à terme des suppressions de postes par mesure d'économie, et la disparition des contrôleurs permanents à bord des trains, comme sur certaines lignes de trains



Jean-Claude Delarue, président de la FUT, est venu soutenir Sud-Rail hier devant la gare de la Part-Dieu / Philippe Juste

express régionaux (TER) de l'ouest lyonnais, où la vidéo permettrait d'assurer la surveillance des wagons. « Mais en cas d'accident grave du conducteur, qui prendra les mesures de sécurité ? » interroge encore Sébastien Gillet. « Et puis, ajoute-t-il, supprimer les contrôleurs, c'est pousser à la fraude et aux actes d'incivilité à bord. » « Attention à ne pas importer des problèmes d'insécurité sur des lignes jusque là tranquilles », avertit Jean-Claude Delarue, le président

de la Fédération des usagers des transports, venu spécialement de Paris pour soutenir l'initiative du syndicat. Sud-Rail pense que la SNCF a dans l'idée de mettre en place des brigades volantes de contrôleurs, façon TCL, « au risque d'exacerber les tensions en étant plus répressif ». « Il n'y a pas de projet de suppression des contrôleurs, mais une réflexion qui sera menée dans les mois et les années à venir avec l'ensemble des agents sur les moyens d'améliorer la lutte contre la fraude dans

un rayon de 30 minutes autour de Lyon », déclare Gilles Cheval, directeur des TER Rhône-Alpes, contacté par téléphone. « Nous souhaitons utiliser le personnel au mieux, alors que les besoins ont évolué. Sur certaines lignes, les voyageurs montent et descendent tous les 3 à 5 minutes, et on est plus proche du tram ou du métro, que du train. Il est impossible dans ces conditions pour un contrôleur de vérifier tous les titres de transport ». Et quid de la sûreté à bord ? « C'est

la mission de la police ferroviaire et des équipes de la police nationale : on n'a jamais demandé au contrôleur d'avoir un rôle de policier » insiste Gilles Cheval. Le président de la région Rhône-Alpes n'était pas joignable hier en fin d'après-midi. Il aurait promis de recevoir les délégués de Sud-Rail « très rapidement ». Faute de quoi Sud-Rail envisage de riposter sous la forme de manifestations avec les usagers.

Nicolas Ballet

## EXPRESS

### Villeurbanne veut doubler sa surface commerciale en centre-ville

Le centre-ville de Villeurbanne devrait voir dans quelques années sa surface commerciale doubler, selon Richard Llung, adjoint à l'Urbanisme. Le projet de Zac Gratte-Ciel Nord devrait en effet prévoir les créations de 25 000 m<sup>2</sup> de commerces, qui s'ajouteraient aux 18 000 m<sup>2</sup> existants. L'objectif est de renforcer l'attractivité du cœur villeurbannais, entre les pôles commerciaux de la Part-Dieu et du Carré de Soie. La mise en chantier de la Zac est prévue pour 2013.

### La présidente lyonnaise de la PEEP passe le relais

Anne Kherkove, présidente de la PEEP (parents d'élèves de l'enseignement public) termine ces jours-ci son mandat à la présidence de la PEEP. Elle passera officiellement le témoin lors du 90ème congrès de la fédération, organisée du 21 au 23 mai à La Rochelle. ce congrès est placé sous le thème « Mieux vivre dans l'école de demain : son handicap, ses difficultés, ses particularités » et sera ouvert par le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos.

### Passeports biométriques à Meyzieu: l'accalmie

Depuis le 20 avril, les passeports biométriques ont la côte à Meyzieu. Après quelques problèmes de mise en route, les démarches semblent prendre leur rythme de croisière grâce au système de prise de rendez-vous et au rodage informatique. Le temps de réalisation actuellement de 45 minutes devrait ainsi être réduit à une demi-heure. À ce rythme, ce sont un peu plus de 90 passeports par semaine qui pourront être édités par le service municipal.

## ZOOM

### Un débat autour des dérives du journalisme aujourd'hui

## Groupe Rencast : onze repreneurs se portent candidats

Les candidats à la reprise du groupe de fonderie Rencast (dont le siège se trouve à Bron) avaient jusqu'à vendre-

l'offre qui tient le plus la route est celle de Halberg Aluminium. La filiale française du groupe allemand Halberg Guss

de reprise fait l'unanimité contre elle auprès des salariés de Rencast. Cette fonderie d'aluminium installée à Vaulx-